







## ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) : \_\_\_\_\_  
(nom, prénom et qualité de la personne habilitée à représenter le demandeur)

- certifie avoir pouvoir pour représenter le déclarant dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire.

Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Informer le service instructeur de toute modification de ma situation (statutaire, géographique, financière), de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet ;
- Permettre et faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite ;
- Signaler au service instructeur, toute erreur que je constaterais dans le traitement de ma demande ;
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour le projet objet de la présente demande d'aide d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau des ressources prévisionnelles ;
- Remplir les obligations d'information et de publicité qui m'incombent au titre du soutien accordé dans le cadre du FEADER, à savoir :
  - l'utilisation de l'emblème de l'Union, de la charte graphique « L'Europe s'engage en France avec le FEADER » et du logo du Réseau rural national pour toute action d'information et de communication menée dans le cadre du projet financé (apposition sur la page de titre de tout document ou support de communication tels que courrier, brochure, lettre d'information, diaporama, publications).
  - l'information du public lors de la mise en œuvre de l'opération :
    - via, le cas échéant, la publication sur mon site web à usage professionnel d'informations succinctes sur l'opération financée, sa finalité et ses résultats, mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union,
    - dans le cas où le soutien public total est supérieur à 50 000 €, l'apposition dans un lieu aisément visible par le public, tel que l'entrée d'un bâtiment, d'une affiche de format minimal A3 présentant des informations sur le projet et mettant en lumière le soutien financier apporté par le FEADER.
- Tenir un enregistrement du temps de travail pour chacun des intervenants du projet ;

Dans le cas où une personne est dédiée à 100 % de son temps au projet présenté au FEADER et que son contrat de travail est suffisamment explicite, il n'est pas nécessaire de disposer de cet enregistrement pour le projet. En revanche, si une personne n'est pas à 100 % de son temps de travail sur le projet, il est nécessaire de pouvoir justifier du temps qu'elle y a consacré grâce à un enregistrement par la structure du temps de travail à la demi-journée.

- Conserver et fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective du projet, demandé par l'autorité compétente pendant cinq années à compter du paiement de l'aide (factures et relevés de compte bancaire, enregistrement du temps de travail pour les intervenants sur le projet, comptabilité...);
- Si je suis une structure publique ou un organisme qualifié de droit public (OQDP) soumis à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, à respecter les règles relatives à la commande publique lorsque les dépenses présentées au FEADER sont payées à des prestataires extérieurs (des justificatifs seront demandés par le service instructeur pour vérifier ce point) ;
- renseigner au moment de la demande de paiement de l'aide, l'indicateur de réalisation fixé par activité, destiné à permettre un meilleur suivi du PSRRN.

**Je suis informé(e)** qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

**Je suis informé(e)** que, conformément au règlement(UE) n° 1303/2013, l'État publiera, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER, ainsi que l'intitulé de l'action et le montant des fonds publics alloués. Cette parution sera mise à jour deux fois par an dans le respect de la loi "informatique et libertés" (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Fait le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Signature :

**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION  
NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

DATE DE DÉPÔT DE LA DEMANDE D'AIDE : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ DATE DU DOSSIER COMPLET : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

IDENTIFICATION DE L'APPEL À PROPOSITIONS (le cas échéant) : \_\_\_\_\_